



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 31 — 16 septembre 1975

## sommaire

page 2 :

MALI : UNE ADMINISTRATION  
CORROMPUE

page 3 :

L'AVENIR DE L'ANGOLA SE  
DECIDE DANS LE DOS DES  
TRAVAILLEURS

page 5 :

MADAGASCAR : DE LA "2° INDE-  
PENDANCE" A "L'OPTION  
SOCIALISTE"

page 8 :

PORTUGAL : LES TRAVAILLEURS  
PEUVENT FAIRE FACE A LA CRISE  
POLITIQUE

page 10 :

ESPAGNE : CINQ ANTIFRANQUISTES  
SONT MENACES DE MORT !

prix: 1 Franc

QUI EST  
RESPONSABLE  
DE LA PENURIE  
DE VIANDE  
EN MAURITANIE ?

"Chabe", le journal officiel de Ould Daddah, a été lui-même obligé de reconnaître, dans son numéro du 10 septembre, la gravité de la crise de la viande à Nouakchott. La viande manque souvent sur le marché, et, quand il y en a, elle coûte très cher. Elle est, en tout cas, d'un prix inabordable pour un travailleur : le kilo coûte en effet 700 ouguya, c'est-à-dire 1 400 F maliens. La viande, qui est déjà chère au Mali ou au Sénégal pour un pauvre, est pourtant nettement moins chère dans ces deux pays. Au Mali, 600 F et, au Sénégal, 300 F CFA, c'est-à-dire 600 F maliens.

Parallèlement à la cherté et à la rareté de la viande en Mauritanie, le bétail sur pied a également augmenté de prix dans des proportions impressionnantes. En quatre ans, le prix du veau a été multiplié par trois !

Bien sûr, il y a la sécheresse, mais elle n'explique pas tout. La COVIMA, société d'Etat qui a le monopole de l'exportation de la viande, continue à exporter à l'extérieur. Car, sur le marché mondial, il est possible de vendre la viande plus cher, donc de réaliser plus de profits. L'Etat préfère faire rentrer des devises plutôt que de permettre à la masse pauvre de la population de pouvoir acheter une denrée alimentaire de base. C'est d'autant plus révoltant que le revenu des mines de fer fait de la Mauritanie un des Etats les plus riches d'Afrique.

Par ailleurs, dans le passé, une pénurie de viande en Mauritanie pouvait être compensée par le bétail venu du Mali ou du Sénégal. Maintenant, les frontières sont fermées et le transport du bétail par les éleveurs eux-mêmes est interdit. Et, depuis que la Mauritanie a créé l'ouguya, qui n'est valable qu'en Mauritanie, il est difficile pour les éleveurs de bétail de transgresser la fermeture des frontières.

Le résultat de tout cela, c'est qu'une grande partie de la population mauritanienne, les travailleurs, les paysans pauvres, les chômeurs souffrent. Mais les dignitaires du régime, eux, n'ont bien évidemment pas ce problème...

MALI

oOo

## UNE ADMINISTRATION CORROMPUE

Il y a de véritables entreprises de rançonnage autour des bureaux de poste de Kayes ou de Bamako. Il n'y a guère de mandats sur lesquels des sommes parfois importantes ne soient prélevées. Une fraction de l'argent envoyé par les travailleurs dans l'émigration à leur famille est volée.

Le moyen le plus utilisé consiste à exiger que celui qui reçoit le mandat signe en toutes lettres. Celui qui a le malheur de ne pas savoir lire et écrire est obligé de chercher autour de la poste des petits voleurs qui signent à la place du destinataire, mais il prend 10 % de la somme envoyée.

Celui qui refuserait ce trafic se voit répondre par la poste qu'il n'y a pas d'argent disponible, qu'il faut revenir un autre jour. Plutôt que de faire parfois des dizaines de kilomètres pour toucher un mandat, même les plus pauvres finissent par abandonner les 10 % exigés.

C'est un vol organisé par une administration corrompue de la tête aux pieds. Mais comment l'Etat pourrait-il combattre cette corruption, corrompu qu'il est lui-même jusqu'aux sommets ?

oOo

# GUERRE CIVILE EN ANGOLA

## L'AVENIR DE L'ANGOLA SE DECIDE DANS LE DOS DES TRAVAILLEURS

L'Angola est maintenant la proie d'une tragique et sanglante guerre civile. L'affrontement entre le FNLA (Front National pour la Libération de l'Angola) et le MPLA (Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola) fait chaque jour de nombreux morts dans la population de l'Angola, à tel point que le pays est menacé également par une épidémie de choléra qui a commencé à faire des ravages.

Le principal responsable de cette boucherie est le colonialisme portugais. C'est lui qui pendant des dizaines d'années de domination forcée a volontairement attisé l'hostilité entre les différentes ethnies qui existent dans le pays, s'appuyant tantôt sur les uns, tantôt sur les autres pour pratiquer la politique de "diviser pour mieux régner". La conséquence en est qu'aujourd'hui ces rivalités se sont transformées en une haine sanglante entre les populations du Nord qui s'étendent jusqu'au Zaïre et celles du Sud, entre Métis et Noirs, etc. Donc, de ce point de vue, même si les militaires portugais et le MFA se dégagent de l'Angola, comme les accords d'Alvor le prévoient, ils auront largement contribué à y laisser le chaos et la guerre civile.

Le "Gouvernement de transition" mis en place par le Portugal à la suite de tractations de couloir et à l'abri de toute consultation démocratique de la population elle-même, a donc volé en éclats. Et comment aurait-il pu en être autrement ?

Le MPLA et le FNLA se combattaient depuis des années. Aujourd'hui, alors que la guerre s'installe entre les deux, le MPLA a l'air de l'emporter sur le FNLA et l'UNITA qui l'a rejoint.

Deux de ces organisations, le FNLA et l'UNITA, ont accepté de lier leur destin politique à l'impérialisme. L'UNITA a été longtemps soutenue par l'Etat colonial portugais lui-même. Le FNLA est soutenu par l'impérialisme américain. Et l'impérialisme ne soutient personne sans contre-partie.

Le MPLA est l'organisation qui est moins directement liée à l'impérialisme. Et il prétend représenter non seulement la population, mais aussi la population la plus exploitée. Mais, finalement, même le MPLA n'a en rien cherché à rendre la population — en particulier la population travailleuse — arbitre, et à aucun niveau, de la situation. Il n'a pas cherché — pas plus que les autres organisations —, lui qui se dit socialiste, à rendre la population laborieuse juge de sa politique, en incitant les paysans pauvres et les travailleurs à se doter d'organismes propres. à eux, de comités qui puissent réellement prendre les affaires publiques du pays en main, ou même avoir un quelconque droit de regard sur ses décisions. Finalement, le MPLA a tout le contrôle, pas la population pauvre.

Bien sûr, dans la guerre qui est en train de se dérouler, les révolutionnaires socialistes ne sont pas neutres. Ils sont solidaires du MPLA contre ceux qui s'appuient sur l'impérialisme.

Mais, si l'orientation politique du régime futur dépend de qui va l'emporter, le MPLA ou le FNLA avec l'UNITA, eh bien, les exploités d'Angola n'ont pas plus de garantie sur le MPLA que sur les deux autres.

La prétention du MPLA à "représenter le peuple" n'est pas une garantie. Tout pouvoir prétend cela. La garantie pour les ouvriers et les paysans pauvres qu'un pouvoir est vraiment le leur, c'est qu'ils soient organisés pour élire tous les responsables, que ces responsables soient obligés de rendre des comptes, qu'ils puissent être révoqués à tout instant. La seule garantie encore pour les travailleurs, c'est qu'ils gardent les armes.

De tout cela, le MPLA ne veut pas plus que les autres. Les travailleurs ne peuvent que s'en méfier.

oOo

# MADAGASCAR

## DE LA "2<sup>e</sup> INDEPENDANCE" A "L'OPTION SOCIALISTE"

Moins de trois mois après son investiture à la tête du pays, Didier Ratsiraka, président du CSR (Conseil suprême de la révolution) a prononcé un long "discours-programme" tous les soirs durant une semaine à la radio. Au cours de ces discours, solennellement baptisés "Charte de la révolution socialiste tous azimuts malgache", Ratsiraka a tracé quelques grandes lignes de sa politique dite de "rénovation".

Dans ces discours, Ratsiraka se comporte visiblement en "patron". Après plusieurs années de crise du pouvoir, conduisant à un effritement de l'autorité étatique, donnant parfois l'impression d'un vide de pouvoir, l'Etat malgache a trouvé son bonaparte. Ou, du moins, un homme qui voudrait l'être et qui, du fait des circonstances a la possibilité de l'être.

Le principal et plus direct appui de Ratsiraka est l'armée. Là, il n'inmove guère; depuis la chute sans gloire du gouvernement Tsiranana, tous les chefs de gouvernement successifs étaient des militaires de haut rang. La nouveauté de Ratsiraka est le choix qu'il semble avoir fait de s'appuyer sur ces jeunes officiers radicaux qui, dans bien des pays sous-développés, reprennent à leur compte les aspirations politiques de la petite bourgeoisie dont ils sont issus.

Ces aspirations visent à tenter de s'engager dans la voie du développement national, y compris en nationalisant certains secteurs de l'économie, tenter d'effectuer un certain nombre de réformes en acceptant, pour le faire, de prendre des distances par rapport à l'impérialisme. Ces aspirations sont propres à cette petite bourgeoisie radicale de nos pays — étudiants, enseignants, voire militaires — qui souffre de l'enprise impérialiste sur l'économie et sur la vie politique, qui est révoltée par la corruption, par le laisser-aller, par les retards profonds, mais qui est profondément, socialement incapable d'inaginer que la seule solution à ces problèmes, le seul changement radical même dans ces domaines, ne puissent venir que du prolétariat.

Ratsiraka, en reprenant à son compte ces aspirations, a fait, par conviction ou par calcul politique, le choix de s'appuyer sur ces jeunes officiers radicaux et d'engager sa politique dans un sens radical. C'est un choix politique opposé à celui des Tsiranana, homme de paille de l'impérialisme français. Ce choix rompt aussi avec la pratique de demi-mesures des faibles gouvernements précédents.

En tant que ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Ramanantsoa, Ratsiraka a pu constater l'inefficacité de cette politique de louvoiement. Il ne suffisait cependant pas de vouloir changer de politique, il fallait le pouvoir.

Les commentateurs ont longuement insisté sur le fait que, si Ratsiraka semble réussir, du moins jusqu'à présent, à imposer une politique, contrairement à ses prédécesseurs, c'est parce qu'il est le seul homme de caractère parmi un personnel politique et militaire qui n'en compte guère. La personnalité de l'homme n'est pas sans importance dans le choix qui avait été fait le 16 juin de le mettre à la tête de l'Etat, mais sa force, c'est surtout la faiblesse des autres, c'est surtout l'impossibilité pour les classes dominantes de s'en sortir sans un régime bonapartiste, c'est encore cet équilibre de forces contradictoires qui, dans le pays, opposent les ethnies, les régions, les uns contre les autres.

Le principal atout de Ratsiraka, c'est que la bourgeoisie malgache a fait pendant trois ans l'expérience de gouvernements faibles, qui avaient tous les défauts des gouvernements parlementaires — sensibilité aux pressions, aux groupes d'intérêts — sans en avoir les avantages.

Lasse du manque d'autorité qui comportait de gros risques pour les possédants dans un pays où la misère est grande, la bourgeoisie malgache a fini, après trois ans de tergiversations, par se donner un sauveur à sa mesure. Quitte à lui donner, dans une certaine mesure, carte blanche, quitte à accepter d'être quelque peu rudoyée par le nouveau sauveur.

Dernier atout pour Ratsiraka : de par ses origines, il est accepté à la fois par les Mérinas et par les "Côtiers" et passe pour l'homme indispensable auprès des uns et des autres, jouant à l'homme providentiel, ou, en tout cas, tentant de le faire. Ratsiraka a aussi besoin d'un certain consensus populaire. C'est ce qu'il cherche par ses discours exaltant le "socialisme" et "la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme". C'est ce qu'il cherche encore en réanimant les "Fokonolona" et les "Vatoeka", sortes de communes villageoises. Les "Fokonolona" et les "Vatoeka" ont, en outre, l'avantage de fournir des structures susceptibles d'encadrer la population.

Dès son accession au pouvoir, Ratsiraka a commencé à nationaliser avec indemnisation les banques, les compagnies d'assurance et le secteur cinématographique, jusque là aux mains de capitaux français. Le 30 août, la radio nationale rendait publique la prise en main par l'Etat de la Compagnie Marseillaise de Madagascar (la CMM). Cette compagnie possédait des succursales de vente en gros dans toutes les grandes villes du pays.

Le choix d'une telle politique n'est d'ailleurs pas forcément du goût de l'ensemble de la classe possédante malgache. Une partie de celle-ci préfère souvent avoir les mains plus libres et ne pas avoir à passer par le canal des organismes de l'Etat pour importer les marchandises manufacturées et commercer plus librement avec l'extérieur. Mais, si cela est le cas pour certains, d'autres s'en sont fait une philosophie et, surtout, bénéficient d'avantages substantiels, notamment l'exonération totale des taxes d'importation sur les matériels et accessoires d'usine et la suppression des impôts sur les bénéfices. Différentes usines bénéficient de cet "encouragement", comme certaines miroiteries et des huileries.

D'ailleurs, les avances que Ratsiraka leur fait en affirmant son désir de "ne pas tomber dans l'ultra-gauchisme" et de "distinguer la bourgeoisie nationale capable d'esprit révolutionnaire" ne tombent pas dans l'oreille de sourds.

Si Ratsiraka ne désire pas avoir la bourgeoisie nationale sur le dos, il ne désire pas non plus trop s'affronter à l'impérialisme, français notamment. Un savant jeu de bascule entre différents pays lui a permis notamment de conclure de nouveaux accords de coopération avec Paris, à peine quatre jours après qu'il a nationalisé certains secteurs français. Pour le moment, il rassure les uns et les autres en leur faisant savoir qu'il "opte pour une politique d'ouverture tous azimuts et omnidirectionnelle".

Jusqu'où Ratsiraka peut-il aller dans la politique qui est la sienne ? Pour l'instant, il est bien difficile de le dire. Quelle marge de manoeuvres lui laisseront les forces politiques... et les circonstances ? N'est pas Nasser ou Bourméienne qui veut !

Quand bien même il pourra aller le plus loin possible dans cette voie, est-ce qu'elle permettra à Madagascar de devenir un pays moderne développé ? Certainement pas. Ceux qui l'ont essayé, à la manière de Nasser ou de Bourméienne, n'y sont pas arrivés. Leurs pays ne sont pas développés pour autant. Même Castro, qui avait un soutien populaire certain, n'est pas parvenu à ce but-là, car aujourd'hui, il en est venu à devoir taper à la porte des impérialistes américains.

La voie choisie par Ratsiraka, transformer le pays par les voies étatiques d'un Etat bourgeois, n'est pas nouvelle. Elle a conduit partout au cul de sac.

Une transformation radicale du pays suppose une réorganisation complète de l'économie, l'expropriation et la mise sous le contrôle des travailleurs des secteurs clés de l'économie, l'exercice du pouvoir étatique par la classe ouvrière en armes, main dans la main avec les paysans pauvres. Sans un tel pouvoir étatique; l'Etat de nos pays sera toujours cet appareil monstrueux par sa taille, par ses attributions, dévoreur de richesses, foyer de corruption et de richesses. Et, en matière de politique étrangère, un tel pouvoir aurait de tout autres possibilités et de tout autres perspectives que cette dérisoire politique de balance entre impérialismes concurrents, entre impérialisme et URSS.

Dans ce monde dominé par l'impérialisme, la division du travail et des richesses se fait au profit de l'impérialisme. Et c'est ce système impérialiste qu'il faut détruire.

Pour cela, il faut avoir une politique, non seulement envers les Etats, mais envers les classes exploitées des autres pays. Seul un pouvoir appuyé à Madagascar même sur la classe ouvrière peut avoir une politique conséquente envers la classe ouvrière des autres pays du monde, celle d'Afrique, bien sûr, mais aussi celle des puissances impérialistes. Et seule la classe ouvrière peut détruire définitivement l'impérialisme et redonner aux pays sous-développés leur droit de vivre.

oOo

# PORTUGAL UNIS ET ORGANISES LES TRAVAILLEURS PEUVENT FAIRE FACE A LA CRISE POLITIQUE

Après deux semaines de vide gouvernemental sous la direction de l'amiral Azevedo, les trois grandes organisations politiques, le Parti Communiste, le Parti Socialiste et le Parti Populaire Démocratique se sont mis d'accord avec le MFA pour mettre en place le sixième gouvernement provisoire de coalition.

Cette difficulté du MFA à constituer un gouvernement durable illustre la crise politique qui règne au Portugal depuis le départ des socialistes du gouvernement il y a environ deux mois.

Cette crise provient en réalité du caractère non viable du régime mis en place par le MFA. Ce régime consiste en un alliage entre un pouvoir militaire et un système parlementaire. Depuis plusieurs mois, les contradictions du système se reflètent au sein du MFA, c'est-à-dire au sein même de la direction de l'armée, divisée quant à la nature et la forme à donner au régime pour qu'il trouve la stabilité. Au sein du MFA, deux orientations politiques s'affrontent constamment. D'une part ceux qui sont en faveur d'une politique radicale et prêts à heurter les intérêts particuliers des bourgeois pour transformer le pays dans un sens correspondant aux intérêts généraux de la bourgeoisie. Ceux-là constatent que le parlementarisme signifie la prépondérance d'hommes politiques trop liés à des intérêts particuliers, sont prêts à se passer du système parlementaire, au profit d'un régime à la Khadafi ou à la Nasser. D'autre part le courant dit "modéré" qui veut instaurer un régime parlementaire avec représentation des partis.

La crise doit amener soit à la victoire de la frange radicale, soit à celle de ceux des partisans d'un régime parlementaire qui, dans le contexte actuel du pays, risque d'amener le retour vers un régime de droite.

La crise qui était à l'origine entre le MFA et le personnel politique "civil" de la bourgeoisie est donc aujourd'hui à l'intérieur même du MFA. De là, elle s'est étendue à l'ensemble de l'armée.

Or, parallèlement à cette crise politique, le pays connaît un bouillonnement politique important. L'indécision même de l'armée à mener une politique cohérente, la discussion en son sein a favorisé le maintien d'une certaine liberté d'expression, dans l'armée comme dans la population civile. Après cinquante ans de dictature et de silence, la population s'est saisie de cette liberté pour s'intéresser à la vie politique, comme il arrive rarement dans un pays bourgeois.

Le bouillonnement politique se manifeste du côté des ouvriers par la mise en place d'un certain nombre de comités d'usines, de comités de quartiers d'une façon spontanée.

Ces comités sont des structures concurrentes à l'administration officielle. Administration qui elle-même s'est créée spontanément après la chute de l'ancien régime de Caetano. De même, dans la paysannerie, on voit apparaître des comités de paysans opposés à l'administration locale.

Donc, dans ce pays, ce n'est pas seulement une crise gouvernementale qui règne, mais une crise sociale plus profonde. Et une telle situation ne peut être que transitoire. En effet, l'Etat bourgeois cherchera à remettre les choses en ordre.



Mais ce bouillonnement politique qui existe au sein de la population s'est répercuté au sein même de l'armée. Car le MFA, en s'élargissant, a organisé l'ensemble des officiers et des sous-officiers, mais aussi les hommes de troupe. Ainsi, en s'élargissant, des officiers le débat descend forcément dans la caserne, et s'étend donc à l'ensemble des soldats.

A cause du relâchement de la discipline qui se crée, toutes les oppositions, toutes les idées sont discutées. Et l'armée devient inapte pour intervenir au service d'une quelconque politique.

C'est bien pourquoi le premier souci des uns et des autres, des courants radicaux comme des modérés, est de remettre de l'ordre dans l'armée. Et on voit que le nouveau gouvernement, bien que dominé par des hommes réputés modérés, fait appel au Parti Communiste, parce qu'il a besoin de sa caution pour rétablir l'ordre dans le pays comme dans l'armée.

Face à cette crise de pouvoir au sein de l'Etat bourgeois, la classe ouvrière a d'énormes possibilités. Il faut qu'elle propose au pays sa propre politique, ses propres solutions pour résoudre la crise économique et politique qui secoue le Portugal.

Cela ne signifie pas encore que la classe ouvrière peut, du jour au lendemain, s'emparer du pouvoir, mais elle doit orienter sa politique vers ce but. Il faut que la classe ouvrière propose devant l'ensemble de la population des solutions aux problèmes économiques qui se posent. Contrôle ouvrier sur la production, sur les banques.

Il faut qu'elle donne des solutions aux problèmes des diverses couches sociales. Dans l'armée, l'élection et le contrôle des officiers. Pour la paysannerie, la terre à ceux qui la cultivent, suppression des impôts, garanties pour l'écoulement des produits, etc. Et, dans les villes en particulier, il est indispensable pour elle de renforcer partout le système de comités d'usine, de comités de quartiers. Et de faire d'eux des organismes démocratiques électifs.

Seulement, cette politique-là, pour la formuler, il faut une organisation qui représente réellement la classe ouvrière, non seulement par sa composition, mais aussi par ses perspectives politiques. Le drame, au Portugal, c'est que les deux organisations qui parlent au nom de la classe ouvrière, le Parti Communiste et le Parti Socialiste, ne proposent que des solutions bourgeoises. Le Parti Socialiste est partisan d'un régime parlementaire qui aboutirait inévitablement au pouvoir de la droite ; et le Parti Communiste a été pendant longtemps inconditionnellement derrière le MFA. Et le pire, c'est qu'en défendant chacun une politique bourgeoise différente, et au nom de ces politiques, les deux partis ont dressé les uns contre les autres les ouvriers qu'ils influencent.

Aussi, la tâche la plus urgente est de rétablir l'unité de la classe ouvrière. Tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions politiques, peuvent s'entendre sur un certain nombre de revendications défendant leurs acquis contre la réaction, comme contre les tentatives du gouvernement visant à limiter les droits des travailleurs.

ESPAGNE

# CINQ ANTI-FRANQUISTES SONT MENACES DE MORT ! NOUS DEVONS PROTESTER !

Le tribunal militaire de Burgos a condamné à mort deux militants autonomistes basques, Garnendia et Otaegui. Sous la pression de maintes manifestations, tant en Espagne que dans d'autres pays, leur procès a été repoussé. Ils sont accusés d'avoir tué un garde civil le 3 avril 1974.

Mais c'est maintenant trois militants du FRAP (Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriotique) qui ont été condamnés à mort pour les mêmes raisons. Deux de leurs camarades se sont vu infliger de lourdes peines de prison.

Pour tous les sept, l'accusation repose sur des aveux obtenus par la torture.

Et, le 31 août, à Saint-Sébastien, lors d'une manifestation de protestation contre la condamnation de Garnendia et Otaegui, la police a tiré sur les manifestants, provoquant un mort et plusieurs blessés.

Depuis plus de quarante ans, Franco règne en Espagne en maître absolu. Monté au pouvoir après l'assassinat de milliers d'ouvriers et de militants, il maintient son pouvoir par une répression féroce, l'emprisonnement, la torture. De jour en jour, il ne fait que soulever un peu plus l'indignation de l'ensemble de la population.

Nous devons tous protester contre des mesures qui frappent sept militants anti-franquistes. Nous avons encore plus de raisons de protester nous, travailleurs africains, car des régimes semblables règnent en Afrique. La répression, l'emprisonnement et la torture sont nonnaie courante tant au Mali et au Sénégal qu'en Mauritanie.

Nous sommes solidaires de toutes les manifestations destinées à faire lever les condamnations à mort.

CAMARADE,

Si ce journal te plaît,

FAIS-LE CIRCULER AUTOUR DE TOI  
POUR LE FAIRE CONNAITRE.

# CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.